

De : [ROUBELLAT Nathalie](#)
A : [PERAZIC Elvis](#)
Objet : LJA55
Date : mercredi 15 mai 2019 14:52:43

Si vous ne parvenez pas à lire cet e-mail, cliquez [ici](#)

[Si vous n'arrivez pas à lire correctement ce message, cliquez ici](#)



La lettre de la justice administrative

NUMÉRO 55 - DÉCEMBRE 2018

À la Une

Ouverture du cycle de conférences sur le sport au Conseil d'État

Bruno Lasserre, vice-président du Conseil d'État a ouvert le 17 octobre 2018 la 9e édition du cycle de conférences du Conseil d'État, consacrée au thème de son étude annuelle 2019 : « Le sport ». Ce cycle fait intervenir des personnalités qualifiées afin d'éclairer et de prolonger les réflexions menées tout au long de l'élaboration de l'étude.

Martine de Boisdeffre, présidente de la section du rapport et des études, a animé la conférence inaugurale sur « La place du sport dans la société » en présence de Roselyne Bachelot, ancienne ministre de la Santé et des Sports, Jean-Pierre Karaquillo, professeur agrégé, co-fondateur du Centre de droit et d'économie de sport et Georges Vigarello, professeur agrégé, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales. La deuxième conférence, modérée par Dominique Laurent, conseillère d'État, présidente de l'Agence française de lutte contre le dopage, a porté sur « L'éducation et le sport », avec les interventions de Benoît Lasnier, directeur national de l'Union sportive de l'enseignement du premier degré, Cyril Nazareth, sociologue, membre du centre Maurice Halbwachs, enseignant en STAPS à l'université Paris-Sud et Lilian Thuram, président de la fondation Éducation contre le racisme, pour l'égalité.

Prochaines conférences du cycle sur « Le sport » :

- « L'économie du sport » – 6 février 2019
- « L'État, les collectivités territoriales et le sport » – 3 avril 2019
- « Le sport et la santé » – 15 mai 2019
- « Quelles régulations pour le sport aujourd'hui ? » – 12 juin 2019

[> Pour en savoir plus sur le cycle de conférences](#)

Contentieux

+ Conseil d'État

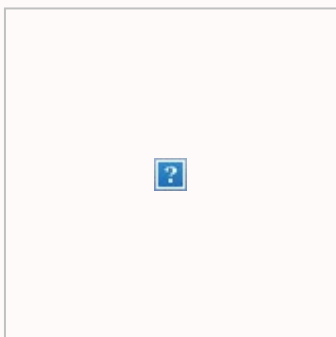
Données personnelles



+ Responsabilité de la puissance publique

Le Conseil d'État juge que les conditions de vie dans les camps qui ont été réservées aux anciens supplétifs de l'armée française en Algérie et à leurs familles caractérisent une faute de nature à engager la responsabilité de l'État, tandis que le préjudice tiré de l'absence de protection de ces populations sur le territoire algérien après la signature des accords d'Évian n'est pas détachable de la conduite des relations entre la France et l'Algérie.

[CE, 3 octobre 2018, M. A., n° 410611, A. >](#)



+ Expropriation - Déclaration d'utilité publique

Lorsqu'un projet déclaré d'utilité publique fait l'objet de modifications substantielles durant la période prévue pour procéder aux expropriations nécessaires, il incombe à l'autorité compétente de porter une nouvelle appréciation sur son utilité publique au regard de ces changements et de modifier en conséquence la déclaration d'utilité publique (DUP) initiale. Si une nouvelle enquête publique est alors nécessaire, cette dernière peut reprendre les éléments de l'enquête initiale, en les actualisant pour prendre en compte ces modifications substantielles, les évolutions significatives du contexte et les éléments nouveaux requis par la réglementation applicable à la date de la décision modifiant la DUP.

[CE, 22 octobre 2018, Commune de Mitry-Mory et autres, n°s 411086-411154, A.](#)

+ Procédure

Le Conseil d'État précise la finalité et la portée des exigences formelles de présentation d'une requête par voie électronique que le requérant doit respecter, à peine d'irrecevabilité s'il ne donne pas suite à l'invitation à régulariser adressée par la juridiction.

[CE, Section, 5 octobre 2018, n° 418233, A. >](#)

+ Accords internationaux

Le Conseil d'État précise que si le juge administratif doit appliquer un texte international en tenant compte des réserves l'accompagnant après s'être assuré qu'elles ont fait l'objet des mêmes mesures de publicité que ce texte, il ne lui appartient pas d'apprécier la validité de ces réserves, qui définissent la portée de l'engagement que l'État a entendu souscrire et ne sont pas détachables de la conduite des relations internationales.

[CE, Assemblée, 12 octobre 2018, SARL Super Coiffeur, n° 408567, A >](#)

+ Redevance pour service rendu

Le Conseil d'État précise qu'une redevance pour service rendu peut être légalement établie à la

condition, d'une part, que les opérations qu'elle est appelée à financer ne relèvent pas de missions qui incombent par nature à l'État et, d'autre part, qu'elle trouve sa contrepartie directe dans une prestation rendue au bénéfice propre d'usagers déterminés.

[CE, 28 novembre 2018, SNCF Réseau, n° 413839, A. >](#)

+ Tribunaux administratifs et cours administratives d'appel

Ouverture des commerces



+ Urbanisme - Permis de construire modificatif

La cour administrative d'appel de Bordeaux précise que ni la circonstance que le permis de construire modificatif ait été délivré après l'expiration du délai imparti par le juge lorsqu'il a sursis à statuer en application de l'article L. 600-5-1 du code de l'urbanisme, ni celle que la demande de permis de construire modificatif ait été complétée après l'expiration de ce délai ne sont de nature à faire obstacle à ce que le permis de construire modificatif puisse régulariser le permis initial.

[CAA Bordeaux, 15 novembre 2018, M. H. et autres, n° 16BX03080 >](#)

Médiation



+ Fonction publique - Indemnité de sujétion géographique

Le tribunal administratif de Guyane juge que les décisions du rectorat refusant le bénéfice de l'indemnité de sujétion géographique destinée à compenser la cherté de la vie en Guyane doivent être annulées en ce qu'elles créent une différence de traitement disproportionnée entre des enseignants soumis aux mêmes contraintes d'installation et de coût de la vie.

[TA Guyane, 15 octobre 2018, Mme P. et autres, n°1600481, n°1700270, n°1700329, n°1700330. >](#)

+ Hébergement

Le juge des référés du tribunal administratif de Lille rejette la plupart des requêtes présentées par les occupants sans titre de l'immeuble situé rue de Valenciennes en vue d'obtenir un hébergement. Il enjoint néanmoins au préfet et au maire de Lille de mettre en place des équipements provisoires d'accès à l'eau potable ainsi que des toilettes. L'État est également contraint de procéder à l'évaluation sociale de la situation de chacun des requérants en vue de rechercher une solution d'orientation adaptée.

[TA Lille, Ordonnance du 19 novembre 2018, Mme I. et M. A., n°1810013, n° 1810062. >](#)

+ Installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)

Par jugements du 9 octobre 2018, le tribunal administratif de Nîmes a rejeté la requête tendant à l'annulation de l'autorisation d'exploiter le dépôt pétrolier de l'Espiguette délivrée par le ministre de la Défense et a annulé la décision du préfet du Gard dispensant le dépôt pétrolier de plan particulier d'intervention eu égard aux dangers graves qui dépassaient, certes de façon marginale, les limites de l'emprise du site.

[TA Nîmes, 9 octobre 2018, Association Comité d'alerte pour l'Espiguette, n°1602293, n°1701100. >](#)

+ Environnement

Statuant en référé-suspension, les juges des référés du tribunal administratif de Strasbourg suspendent l'exécution de l'arrêté du préfet du Bas-Rhin autorisant la dérogation aux interdictions destinées à protéger certaines espèces, pour la réalisation des travaux de raccordement du contournement Ouest de Strasbourg à l'autoroute A4.

[TA Strasbourg, Ordonnance du 23 novembre 2018, Association Alsace Nature, n°1806575. >](#)

+ Cour nationale du droit d'asile

Les innovations procédurales devant la CNDA résultant de la loi « asile et immigration » du 10 septembre 2018 concernent les délais de demande d'aide juridictionnelle, la contestation des modalités d'interprétariat devant l'OFPPRA, l'extension de la compétence du juge unique et la vidéo-audience. [>](#)

[Contentieux](#) | [Avis](#) | [Publications](#) | [Brèves](#) | [International](#) | [Agenda](#) | [Nominations](#)

[Avis du Conseil d'État](#)

Projet de loi organique portant modification du statut d'autonomie de la Polynésie française

[Consultez l'avis >](#)

Le Gouvernement a décidé de rendre public l'avis rendu par le Conseil d'État sur un projet de loi relatif à la modification du statut d'autonomie de la Polynésie française.

Projet de loi portant diverses mesures institutionnelles en Polynésie française

[Consultez l'avis >](#)

Le Gouvernement a décidé de rendre public l'avis rendu par le Conseil d'État sur un projet de loi portant diverses mesures institutionnelles en Polynésie française.

Aéroport de Notre-Dame-des-Landes : avis relatif à diverses questions de droit des concessions

[Consultez l'avis >](#)

Saisi par le Gouvernement d'une demande d'avis, le Conseil d'État répond à cette question dans le contexte inédit où, en raison de l'occupation du site par des opposants à ce projet, le concessionnaire n'a pu terminer les études d'avant-projet, ni a fortiori entreprendre les travaux de construction et n'a pas non plus achevé le bouclage financier de l'opération.

Projet de loi portant création de l'AFB-ONCFS

[Consultez l'avis >](#)

Avis sur un projet de loi portant création de l'AFB-ONCFS, modifiant les missions des fédérations des chasseurs et renforçant la police de l'environnement, et sur un projet de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution.

Projet de loi pour une école de la confiance

[Consultez l'avis >](#)

Le Gouvernement a décidé de rendre public l'avis rendu par le Conseil d'État sur un projet de loi relatif à une école de la confiance.

[Avis du Collège de déontologie de la juridiction administrative](#)

Avis du Collège de déontologie de la juridiction administrative n° 2018/3 du 19 novembre 2018

[Consultez l'avis >](#)

Incompétence du Collège pour interpréter l'article 40 du code de procédure pénale

Avis n° 2018-2 du 19 novembre 2018

[Consultez l'avis >](#)

Expression publique en qualité de conseiller municipal.

Incompétence du Collège pour connaître de questions relatives exclusivement à des fonctions exercées en position de détachement.

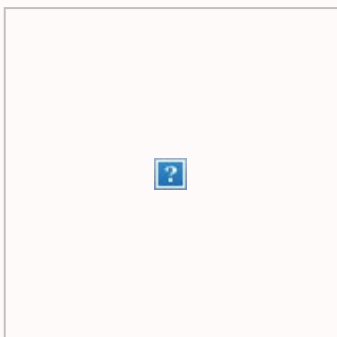
[Contentieux](#) | [Avis](#) | [Publications](#) | [Brèves](#) | [International](#) | [Agenda](#) | [Nominations](#)

Publications



+ Mise en ligne des avis rendus pendant la Première Guerre mondiale dans ConsiliaWeb

122 avis sur questions du Gouvernement rendus par les formations consultatives entre 1914 et 1918 sont désormais en ligne et consultables dans ConsiliaWeb, la base des avis du Conseil d'État sur questions du gouvernement. Ils concernent notamment le règlement de situations liées à la guerre, le statut des militaires, les droits à pension et l'organisation des pouvoirs publics de la France, de l'outre-mer et des colonies. [>](#)



+ Premier rapport d'activité du Conseil supérieur des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel (CSTA)

Le CSTA publie son premier rapport d'activité. [>](#)



+ L'ordre public : Regards croisés du Conseil d'État et de la Cour de cassation

Actes du colloque organisé par le Conseil d'État et la Cour de cassation le 24 février 2017 autour de trois tables rondes qui ont examiné ces rapports et les évolutions récentes de la jurisprudence relative à l'ordre public. [>](#)



+ Jurisprudence du Conseil d'État 2016-2017

Cet ouvrage présente 50 synthèses des principales décisions rendues par les formations supérieures du jugement du Conseil d'État (assemblée, section et plénières fiscale), qui ont marqué la jurisprudence administrative au cours des deux dernières années. [>](#)



+ Entretiens sur l'Europe, tome 2

Actes du cycle de conférences « Entretiens sur l'Europe » organisé par le Conseil d'État d'octobre 2015 à juin 2017, sur l'avenir de l'Union européenne à la lumière des nombreux défis qu'elle doit affronter. Le « tome 2 » rassemble les six dernières conférences du cycle qui poursuivent le deuxième thème consacré aux politiques de l'Union. [>](#)



+ Le droit social et la norme internationale

Actes du colloque organisé par le Conseil d'État le 14 octobre 2016 dans le cadre des Entretiens en droit social. Au cours de cette journée, quatre tables rondes ont mis en lumière la façon dont les juges français et européens articulent les normes internes et internationales de droit social dans leurs jurisprudences respectives. [>](#)



+ Droit comparé et territorialité du droit, tome 2

Actes du cycle de conférences organisé par le Conseil d'État (section du rapport et des études) de mai 2015 à janvier 2016 intitulé « Droit comparé et territorialité du droit » avec pour thème les interactions entre la démarche comparatiste et le pluralisme normatif contemporain. [>](#)



+ Les entreprises publiques

Cet ouvrage rassemble les actes du colloque organisé par le Conseil d'État dans le cadre du cycle des Entretiens en droit public, le 10 juin 2016, sur le thème des entreprises publiques, définies comme l'ensemble des sociétés à participation publique. Quatre axes d'études ont été privilégiés pour rendre compte de la diversité des formes d'entreprises publiques nationales comme locales. [>](#)

+ Juridiction administrative : nouveaux modes de rédaction des décisions

Le Conseil d'État publie le Vade-mecum sur la rédaction des décisions de la juridiction administrative, qui permet aujourd'hui la généralisation de la rédaction en style direct des décisions contentieuses rendues au sein de la juridiction administrative, à compter du 1er janvier 2019. [>](#)

Brèves

Télérecours citoyens



+ Colloque Joseph-Marie Portalis (1778-1858) : diplomate, magistrat et législateur

Colloque organisé par Raphaël Cahen (université de Bruxelles) et Nicolas Laurent-Bonne (université Clermont-Auvergne) le 13 décembre 2018 à la Cour de Cassation, le 14 décembre 2018 au Conseil d'État. L'ambition de ce colloque est de revenir sur les aspects méconnus de la vie et de l'œuvre de Joseph-Marie Portalis dans une perspective interdisciplinaire en confrontant les approches des juristes, politistes et historiens. [>](#)

Télérecours citoyens



+ Conférences Vincent Wright : Le retour à la France des départements d'Alsace-Lorraine en 1918

Cette conférence, organisée par le Comité d'Histoire du Conseil d'État, a été donnée le 5 décembre 2018 par Joseph Schmauch, conservateur en chef du patrimoine, directeur des archives départementales de Seine-et-Marne et par Jean-Marie-Woehrling, président de l'Institut du droit local alsacien mosellan. [>](#)

Télérecours citoyens



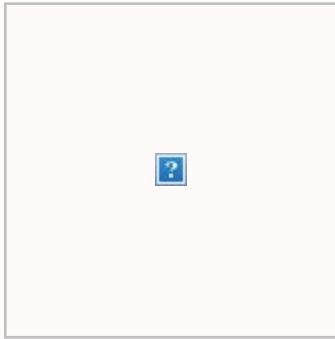
+ Les entretiens en droit public économique : La fiscalité internationale à réinventer?

Ce colloque s'est tenu le vendredi 30 novembre 2018, et a été organisé par les sections des finances, des travaux publics et du rapport et des études dans le cadre du cycle des entretiens en droit public économique du Conseil d'État, inauguré en 2007. [>](#)



+ Télérecours citoyens est déployé dans toutes les juridictions

L'application Télérecours citoyens a été étendue avec succès à l'ensemble des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel le 30 novembre 2018. [>](#)



+ Inauguration des nouveaux locaux du tribunal administratif de Nice

Les nouveaux locaux du tribunal administratif de Nice ont été inaugurés le 29 octobre 2018 par Nicole Belloubet, garde des sceaux, ministre de la justice, en présence de Bruno Lasserre, vice-président du Conseil d'État. [>](#)



+ 1948-2018 : 70e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme

Colloque en hommage à René Cassin, le 11 décembre 2018 à La Courneuve, Centre des Archives diplomatiques, le 12 décembre 2018 à Paris, Quai d'Orsay. [>](#)



+ Conférences Vincent Wright : Les membres du Conseil d'État en 1848 : de la continuité en temps de Révolution

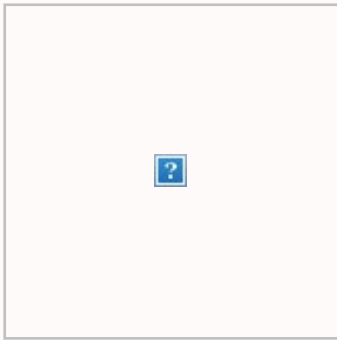
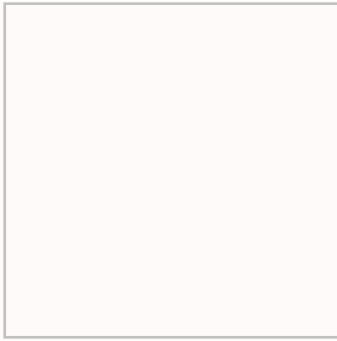
Conférence organisée par le Comité d'Histoire du Conseil d'État le 19 novembre 2018, donnée par Marc Bouvet, professeur à l'université d'Angers. [>](#)

[Contentieux](#) | [Avis](#) | [Publications](#) | [Brèves](#) | [International](#) | [Agenda](#) | [Nominations](#)

International

+ Une délégation du Conseil d'État reçue à la Cour administrative suprême de Thaïlande

Du 31 octobre au 4 novembre 2018, une délégation du Conseil d'État a été reçue à la Cour administrative suprême de Thaïlande par son président, M. Piya Patangta. [>](#)



+ Déplacement du vice-président à Rome

Une délégation du Conseil d'État présidée par son vice-président, Bruno Lasserre, accompagné de Martine de Boisdeffre et Yves Gounin, s'est rendue à Rome le 9 novembre. [>](#)

+ Séminaire de travail avec la CJUE

Une délégation de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE), conduite par son président M. Koen Lenaerts et composée de juges de la Cour et du Tribunal de l'Union européenne, a été reçue à Paris le 10 décembre 2018 pour un séminaire de travail au Conseil d'État à l'invitation de son vice-président, M. Bruno Lasserre. [>](#)

[Contentieux](#) | [Avis](#) | [Publications](#) | [Brèves](#) | [International](#) | [Agenda](#) | [Nominations](#)

Agenda

Programme des colloques et conférences 2018-2019

Retrouvez le programme des colloques et conférences 2018-2019 organisés par la section du rapport et des études. [>](#)

[Contentieux](#) | [Avis](#) | [Publications](#) | [Brèves](#) | [International](#) | [Agenda](#) | [Nominations](#)

Nominations

+ Dans les cours administratives d'appel et les tribunaux administratifs

+ **Patrick Gensac**, nommé président du tribunal administratif de Limoges le 1er décembre 2018



Directeur de publication : Bruno Lasserre - Présidente du comité de rédaction : Martine de Boisdeffre - Comité de rédaction : Catherine Bergeal, Catherine Bobo, Hélène Ciavaldini, Katia de Schotten, Yves Gounin, Manon Hameau, Dominique Kimmerlin, Yannick Faure, Lejla Mate, Corinne Mathey, Charline Nicolas, Carmela Riposa, François Séners, Pascal Trouilly - Secrétariat de rédaction : Nathalie Roubellat - Conseil d'État : 1, place du Palais-Royal 75001 Paris Tél. : 01 40 20 80 00 - Mél : webmestre@conseil-etat.fr - Réalisation : CE/dircom

Cet email a été envoyé à elvis.perazic@conseil-etat.fr.

Vous avez reçu cet email car vous vous êtes inscrit sur le site internet du Conseil d'État.

Si vous souhaitez vous désinscrire, [cliquez ici](#)

Si vous souhaitez vous désinscrire de notre newsletter, cliquez [ici](#)